



Le Burkina Faso et le Ghana « coulent dans du marbre leur ambition commune », déclare le Président du Faso

Page 8

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du dimanche 7 mai 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°382

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 18.

Visite du MENA dans le centre à passerelle de kamboincin

Page 4



EDUCATION : Le CJLEDI prône la « professionnalisation » de l'enseignement supérieur

Page 6



SIERO 2017: Les acteurs du domaine se penchent sur les effets du changement climatique au Burkina Faso

Page 2



Zoom sur le lycée professionnel régional Nazi Boni de Dédougou : Konaté Emmanuel, élève en 1ère année BEP ambitionne de créer plus tard son entreprise

Page 14



SIERO 2017: Les acteurs du domaine se penchent sur les effets du changement climatique au Burkina Faso

Région du Centre



6^{ème} du genre, ce salon est une tribune pour conscientiser la population.

Le Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables de Ouagadougou (SIERO) a ouvert ses portes ce jeudi 5 mai 2017 à Ouagadougou. 6^{ème} du genre, ce salon se tient dans le cadre de la Semaine des énergies et énergies renouvelables d'Afrique (SEERA).

« Collectivités territoriales et changement climatique en Afrique », c'est sous ce thème que

devront échanger les acteurs de l'énergie et de l'environnement à l'occasion de la 6^{ème} édition du Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables de Ouagadougou, dont la cérémonie d'ouverture a eu lieu ce jeudi 4 mai 2017 sur le site du SIAO.

Les effets du changement climatique sont une réalité au Burkina, selon Rasmané Ouédraogo, directeur de cabinet du ministre de l'Environnement, de

l'Economie verte et du changement climatique, représentant le ministre Batio Bassière. Pour lui, ce salon est une tribune pour conscientiser la population en les expliquant le phénomène. Il va permettre de fédérer les actions et de promouvoir l'énergie renouvelable car, ajoutet-il, l'énergie renouvelable est d'une importance capitale que le Burkina ne peut se départir.

Ce salon de Ouagadougou se veut une initiative complémentaire

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Il va permettre de fédérer les actions et de promouvoir l'énergie renouvelable car, ajoute-t-il, l'énergie renouvelable est d'une importance capitale que le Burkina ne peut se départir.

de toutes les actions entreprises par le gouvernement et des institutions régionales en matière de promotion des énergies renouvelables et de sensibilisation à la protection de l'environnement.

Le SIERO est la plateforme idéale pour échanger sur les grandes questions environnementales mais aussi, celles liées au changement climatique, a signifié Rasmané Ouédraogo. Il exprimé sa vive préoccupation aux perturbations climatiques en ces termes «De quoi sera fait notre lendemain ?»

Pour trouver des solutions à cette problématique, les autorités politiques en charge de l'environnement au Burkina

Faso invite l'ensemble des populations à s'engager dans l'élaboration des stratégies et des initiatives promouvant l'énergie de façon durable.

Quant au coordonnateur du SIERO, Monsieur Cheick Omar Yéyé, il pense que ce salon va contribuer à promouvoir et à vulgariser les techniques et technologies relatives au secteur de l'environnement, de l'eau et des énergies renouvelables au Burkina Faso. Il a par ailleurs rassuré que la fédération des efforts va favoriser plus de recherches et d'innovations dans lesdits secteurs.

Au menu de cette 6^{ème} édition du SIERO, des communications,

des sensibilisations sur l'utilité de l'énergie renouvelable et des expositions d'équipements solaires, a indiqué Cheick Omar Yéyé, le coordonnateur du SIERO.

Souleymane Guira dit Soul Power est le sponsor officiel de l'édition 2017. Il souhaite accompagner tout jeune ayant des initiatives dans le domaine de l'énergie renouvelable.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Visite du MENA dans le centre à passerelle de kamboincin

Région du Centre



Le Mardi 25 Avril 2017, Jean Martin COULIBALY, ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation s'est rendu dans le Centre à Passerelle de Kamboincin A.

Les centres à passerelles sont des écoles non formelles qui donnent la chance aux enfants qui n'ont pas pu être scolarisés à temps et qui ont dépassé l'âge de la classe de CP1 de faire des études primaires pour se présenter à l'examen du Certificat d'Etude Primaire (C.E.P) après quatre années d'études. Ainsi les élèves inscrits en première année font leurs études en deux langues soit en français et dans la langue locale. L'Association Nationale pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation (ANTBA) s'est approprié cette méthode d'éducation en 2007 grâce à la

Fondation STROMM et dispose aujourd'hui de vingt (20) centre à passerelle repartis dans huit (08) régions du Burkina Faso.

Le Mardi 25 Avril 2017, Jean Martin COULIBALY, ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation s'est rendu dans le Centre à Passerelle de Kamboincin A pour s'imprégner du mode de fonctionnement de ce centre qui est un échantillon des vingt (20) centres répartis dans huit (08) régions du Burkina Faso.

Selon SEOGO Oscar, représentant du Directeur Exécutif de l'ANTBA,

les élèves sont inscrits à partir de la classe de CE1. Ils sont évalués par les services de la DPENA (Direction Provinciale de l'Education Nationale) avec l'implication des directeurs de l'école et en fonction des moyennes ils sont reversés dans l'école formelle. Kamboincin compte aujourd'hui trois écoles d'accueil.

Pour l'Animatrice/Enseignante, Mme ROUAMBA, les élèves en première année prennent les cours en mooré pendant trois mois puis l'enseignement se poursuit en deux langues. « L'année dernière, tous les inscrits ont été reversés dans le système parce que leurs

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Cette école a donné la chance aux enfants de 09 à 12 ans de poursuivre leurs études, nous sensibilisons régulièrement les parents pour qu'ils inscrivent les enfants

niveaux leur permettant de poursuivre l'éducation formelle ». Par ailleurs l'animatrice souhaite que les centres à passerelle se multiplient à travers le Burkina Faso.

Le représentant de la communauté a souhaité que les années à venir les adultes aussi puissent s'inscrire. Cette école a donné la chance aux enfants de 09 à 12 ans de poursuivre leurs études, nous sensibilisons régulièrement les parents pour qu'ils inscrivent les enfants, a-t-il ajouté

Le Ministre de l'éducation dit être satisfait de ce qu'il a constaté au cours de la visite. Il a félicité les promoteurs pour leur initiative, avant d'indiquer que les écoles à passerelle sont une solution aux difficultés que connaissent les écoles classiques. « C'est vrai que l'école a quelques difficultés, certains même ont été renvoyés de l'éducation formelle. Mais comme nous ne pouvons pas résoudre tous



Le Ministre de l'éducation dit être satisfait de ce qu'il a constaté au cours de la visite.

La suite à la page 6

SOCIÉTÉ

La suite de la page 5

les problèmes en même temps, cette méthode permet de trouver une solution, une autre manière pour que tous les enfants soient à l'école », a ajouté l'illustre visiteur du Centre. Selon lui, la vision de l'ANTBA démontre que ce n'est pas l'Etat seul qui doit s'occuper de l'éducation des enfants et que chacun doit faire sa part.

Le ministre a surtout encouragé les initiateurs en ces termes « Nous comptons donc sur vous pour y arriver. L'essentiel ce n'est pas toujours le bâtiment ou les tables-

bancs, c'est aussi que vous aussi vous amenez vos enfants. Et que vous mettez aussi en place des conditions pour que l'enseignant aussi qui va venir puisse vivre en paix parmi vous. Je suis très content de la manière dont vous avez intégré l'animatrice dans votre communauté. C'est cela qui aussi qui lui donne la motivation de se donner à fond dans son travail ».

Avant de quitter les lieux le Ministre s'est rendu dans l'école d'accueil pour s'entretenir avec les élèves. L'élève Ouédraogo Ismaël

trouve le travail plus intense dans les centres à passerelle et très relaxe dans l'école d'accueil. Il espère décrocher le C.E.P.

Soumana Loura pour SC Info

EDUCATION : Le CJLEDI prône la « professionnalisation » de l'enseignement supérieur

Région du Centre

Retards incessants, filières inappropriées, chômage grandissant... les défis de l'Université au Burkina sont nombreux. Pour venir à bout des maux qui minent le système éducatif, des étudiants s'organisent autour du Club des Jeunes Leaders pour le Développement et l'Innovation au Burkina Faso (CJLEDI/BF). Le bureau du club a tenu une conférence de presse le lundi 28 avril au centre de presse Norbert Zongo.

Briser les barrières de la démagogie d'un système éducatif inapproprié parce qu'il « fabrique des étudiants » qui

n'ont que la Fonction Publique comme alternative, valoriser l'enseignement supérieur qui a été « délaissé depuis plusieurs décennies » etc. le tout par la critique, la proposition et la contribution tel est le credo du CJLEDI. Cette organisation estudiantine entend se battre pour que l'entrepreneuriat soit introduit dans le système universitaire, pour que l'enseignement technique soit promu mais aussi pour que les instituts de formation professionnelle soient accessibles à un plus grand nombre. Les Universités publiques burkinabè sont aussi confrontées à d'épineux problèmes de retards. Pour le « club », les enseignants sont les

premiers responsables d'autant qu'ils privilégient les universités de l'étranger à celles du pays d'où la « nécessité pour l'Etat de prendre ses responsabilités ».

Le CJLEDI estime que le budget alloué à l'éducation doit être revu à la hausse. « Comme le Sénégal qui consacre 40% de son budget à l'Education », ont-ils ajouté. Aussi les membres du CJLEDI disent en appeler aux députés afin que ceux-ci votent des lois allant dans le sens de parvenir à un budget plus conséquent pour le système éducatif surtout que, chaque année les effectifs dans les universités ne font que grimper. Selon eux les opérateurs économiques

La suite à la page 7

ÉDUCATION

La suite de la page 6



Gorou Souleymane (milieu), le président du Club des Jeunes Leaders pour le Développement et l'Unité au Burkina Faso (CJLEDI/BF).

sont aussi appelés à jouer leur partition afin de sortir l'université burkinabè de l'ornière « comme cela se passe dans d'autres pays ». Pour le président du CJLEDI

Gorou Souleymane, le débat sur l'éducation est bien plus utile que les bisbilles politiciennes en cours.

Soumana Laura pour SC Info

Brève

C'est très tôt ce jeudi 4 mai qu'une importante colonne de djihadistes a attaqué un poste avancé de l'armée à Kindjiri, à un bras du lac Tchad, proche de la frontière nigériane. L'armée Tchadienne réplique et parvient à repousser les assaillants qui se dispersent dans les eaux des lacs et les savanes de la rive.

Un premier bilan fait état de neuf soldats et d'une quarantaine de djihadistes tués. Un bilan qui pourrait évoluer car le ratissage de la zone était toujours en cours jeudi soir.

De source sécuritaire, l'attaque ne semble pas avoir été préparée. Les djihadistes très affaiblis sont obligés de décaler en permanences depuis plusieurs semaines sur les rives du lac Tchad, pour s'approvisionner en nourriture chez les habitants, mais aussi pour échapper aux patrouilles des armées régulières qui quadrillent la zone.

Cela fait plusieurs mois que le groupe terroriste Boko Haram ne s'est pas signalé par une attaque terroriste.

Rédaction SCi

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Burkina Faso et le Ghana « coulent dans du marbre leur ambition commune », déclare le Président du Faso

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a offert un dîner à son homologue ghanéen ce jeudi 04 avril 2017.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a offert un dîner à son homologue ghanéen ce jeudi 04 avril 2017. Les deux chefs d'Etat ont saisi l'occasion de ce dîner pour évoquer les priorités dans le cadre de la coopération entre les deux pays.

Le dîner de ce 4 avril 2017 a été marqué par deux toasts portés par les deux chefs d'Etat et une animation musicale qui a permis de revisiter le patrimoine culturel et artistique de notre pays. Le Président Roch Marc Christian

KABORE s'est félicité de voir l'engagement de son homologue ghanéen de bâtir avec le Burkina Faso, « un partenariat stratégique ». Lequel partenariat se concrétise déjà, selon ses mots « à travers la tenue régulière des sessions de nos commissions mixtes de coopération, la réalisation de projets intégrateurs tels que l'interconnexion électrique entre Bolgatanga et Ouagadougou, la gestion intégrée des ressources en eau de la Volta ». En effet, a rappelé le Président du Faso, « au terme de onze (11) sessions de commission mixte de coopération dont la première

session s'est tenue en 1971, les gouvernements successifs de la République du Ghana et du Burkina Faso ont su et pu fonder les bases d'une solide coopération, qui de par sa diversification couvre aujourd'hui pratiquement tous les domaines de coopération ». La mise en place d'un chemin de fer qui relie Ouagadougou à Accra est un projet qui tient à cœur les deux Présidents : Le Président Roch Marc Christian KABORE s'est « félicité de la convergence de leurs vues pour bâtir ensemble de grands projets d'infrastructures comme le chemin de fer Accra-Ouagadougou afin d'assurer le désenclavement de

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9



Le Président Roch Marc Christian KABORE s'est félicité de voir l'engagement de son homologue ghanéen de bâtir avec le Burkina Faso, « un partenariat stratégique ».



Quant au Président Nana Addo Dankwa Akufo-ADDU, il a affirmé « donner beaucoup d'importance au chemin de fer.

notre espace commun et pour le bonheur de nos peuples ». Quant au Président Nana Addo Dankwa Akufo-ADDU, il a affirmé « donner beaucoup d'importance au chemin de fer. C'est pour cela a-t-il dit, que nous avons mis en place un ministère entier qui

s'occupera du chemin de fer et ce sera une frustration pour moi si nous n'arrivons pas à faire de ce chemin de fer une réalité ». Au titre des priorités de la coopération entre les deux pays, le chef de l'Etat ghanéen a noté la gestion des ressources en eau.

« Nous devons travailler pour résoudre tous les problèmes à ce niveau. Pour cette raison je demande une collaboration étroite entre les deux gouvernements pour faciliter ce processus », a plaidé le Président Akufo-ADDU. Il a salué le combat mené par les autorités contre le terrorisme et les sacrifices du peuple burkinabè en faveur de la paix et la sécurité. Après les discours, la délégation ghanéenne s'est laissée bercer par les mélodies puisées des répertoires gourmantché et gourounsi tout en dégustant les mets locaux burkinabè. La Direction de la Communication de la Présidence du Faso.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président Nana AKUFO-ADDO reçu en audience par le Président du Faso



Peu après son arrivée à Ouagadougou pour une visite d'amitié et de travail de 48 heures, le Président de la République du Ghana a eu un premier entretien avec son homologue burkinabè en fin de matinée de ce 04 mai 2017. Cet entretien entre les deux chefs d'Etat a été élargi à leur

délégation respective et a servi de cadre pour passer en revue l'état de la coopération entre les deux pays. Une séance de travail entre les délégations burkinabè et ghanéenne est prévue dans l'après-midi de ce jeudi et tous les dossiers inscrits à l'ordre du jour de cette visite devront être examinés entre

les experts des deux pays.

Avis de constitution

publiez vos annonces légales
sur **Sciences Campus Info**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Journée mondiale de liberté de la presse : Message de Monsieur le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement

Région du Centre



Ce jour, 3 mai 2017, le monde de la presse, la communauté des médias commémore la journée mondiale de la liberté de la presse.

Ce jour, 3 mai 2017, le monde de la presse, la communauté des médias commémore la journée mondiale de la liberté de la presse. Au Burkina Faso, la grande famille de la presse et de la communication a choisi de marquer cette journée par une

réflexion autour du thème « Défis sécuritaires au Burkina Faso : rôle et responsabilité des médias ! », dans une communion avec la communauté des Nations Unies qui a proposé le thème : « Des esprits critiques pour des temps critiques : le rôle des médias dans la promotion de sociétés

pacifiques, justes et inclusives ».

**Chers
Chers**

L'Assemblée générale des Nations unies a voulu, depuis 1993, que le 3 mai soit une journée d'évaluation,

**Consœurs,
confrères,**

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

de défense de la liberté de la presse, un cadre d'alerte de l'opinion publique et surtout d'interpellation des États quant au respect de leurs engagements envers la liberté de la presse. Cette année, vous n'avez pas dérogé à la tradition en convoquant le débat au sein des professionnels des médias sur les problèmes qui touchent la liberté de la presse, l'éthique et la déontologie professionnelle. Vous avez choisi de porter la réflexion sur le rôle et la responsabilité des médias face aux questions sécuritaires, questions qui troublent la cohésion sociale et la paix au Burkina Faso. Autant qu'elle remet en cause les libertés fondamentales, les droits de l'homme et les pratiques démocratiques, la menace sécuritaire fait partie des facteurs susceptibles de compromettre la liberté et l'indépendance des médias, de façon directe et indirecte. La liberté de presse va de pair avec la sécurité des journalistes et celle des populations.

Les attentes vis-à-vis des médias, dans la lutte contre l'insécurité, sont très fortes. Pour que leur contribution soit efficace, ils doivent pouvoir agir librement, de manière indépendante, sans toutefois perdre de vue leur responsabilité sociale. Cela implique qu'ils agissent à l'abri de toute intimidation et qu'ils évitent de servir de relais pour l'expression de sentiments extrémistes ou d'opinions susceptibles

de troubler la paix sociale. C'est dire combien la thématique s'inscrit dans les préoccupations actuelles de l'ensemble des burkinabè. Il me plaît donc de saluer le choix du thème et le travail des médias qui, malgré des contraintes diverses, contribuent à la sensibilisation de l'opinion nationale sur les comportements citoyens à adopter en cette période délicate. Il s'inscrit en droite ligne des initiatives concertées engagées ici et là pour promouvoir un traitement adéquat de l'information sécuritaire.

Chers Consœurs,
Chers confrères,
Selon le classement mondial de la liberté de la presse, édition 2017, récemment publié par Reporters sans frontières, le Burkina Faso est classé 42e mondiale sur 180 pays, 5e en Afrique et 1er en Afrique francophone, confortant son positionnement de 2016, malgré une situation sécuritaire généralement défavorable à nos frontières et dans le monde. Cependant, ce rang ne doit pas occulter la nécessité constante d'être attentif à toutes les atteintes potentielles à la liberté de la presse. En effet, RSF décrit une évolution générale de la liberté de la presse tributaire d'un climat mondial de peur et de tensions, aggravé d'une velléité croissante des États et des intérêts privés à contrôler le contenu des médias. Le nombre de journalistes et de techniciens menacés, emprisonnés ou assassinés dans le monde témoigne de ce climat d'insécurité.

Au Burkina Faso, le gouvernement, comme l'ensemble des acteurs de la société civile restent attachés à la liberté et au pluralisme des médias, élément charnière de la bonne gouvernance. Le valeureux rang que nous saluons tous, à juste titre, est le fruit des engagements tenus par les acteurs des médias, dans leur diversité et par les décideurs à différents niveaux. A ce titre, permettez-moi de rendre un hommage appuyé aux journalistes, aux organisations professionnelles des médias qui, inlassablement, défendent l'indépendance des médias au prix de leur vie. Le gouvernement ne ménagera aucun effort pour, non seulement accompagner cet élan, mais aussi œuvrer au renforcement des capacités structurelles des médias, structurer durablement l'appui à leur développement, afin de garantir cette liberté, d'assurer la quiétude des hommes de médias dans l'exercice de leur profession. Je formule le vœu que les acquis significatifs en matière de liberté et de consolidation du climat sécuritaire au Burkina Faso se pérennisent, afin que le rôle éminemment important des médias dans l'enracinement de la démocratie au Burkina Faso soit promu.

**Vive la liberté de la presse !
Bonne fête à toutes et à tous !**

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Atelier pour la dissémination des résultats de l'évaluation des capacités en nutrition en Afrique de l'Ouest : Deux jours de réflexion pour mieux juguler la problématique de la malnutrition dans nos pays respectifs.

Région du Centre



La nutrition est considérée comme une cause prioritaire de toute société engagée sur le chemin du développement.

La direction de la nutrition en collaboration avec l'organisation ouest africaine de la santé (OOAS) organise les 03 et 04 mai 2017, à Ouagadougou, un atelier de dissémination des résultats de l'évaluation des capacités en nutrition en Afrique de l'Ouest.

La nutrition est considérée comme une cause prioritaire de toute société engagée sur le chemin du développement. De nombreuses études ont mis en évidence les troubles causés par les problèmes nutritionnels dont les plus fréquents sont ceux dus à des carences

alimentaires fréquentes dans les pays en développement. Et le présent atelier se veut un cadre d'échanges en vue de faire « des propositions pertinentes qui serviront de références pour mieux juguler la problématique de la malnutrition dans nos pays respectifs » à en croire Hugges Landry Hien, directeur de cabinet du ministre de la santé, représentant le ministre de la santé. Au Burkina Faso, plus d'un million d'enfants de moins de cinq ans souffrent de la malnutrition chaque année. Elle est aussi la cause de l'échec scolaire chez certains enfants pouvant souffrir de

malnutrition chronique. C'est ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD) entend à travers les fonds bilatéraux coréens, appuyer l'OOAS, pour la mise en œuvre du PRENFOS. Ceci, en vue d'accélérer les progrès en nutrition dans la région CEDEAO, selon la représentante résidente de la BAD au Burkina, Antoinette Batumubwira. Pour Crépin Xavier, directeur général de l'OOAS cet atelier est d'une importance capitale, dans la mesure où il va faciliter l'harmonisation des curricula de formation de tous les professionnels de santé y

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13

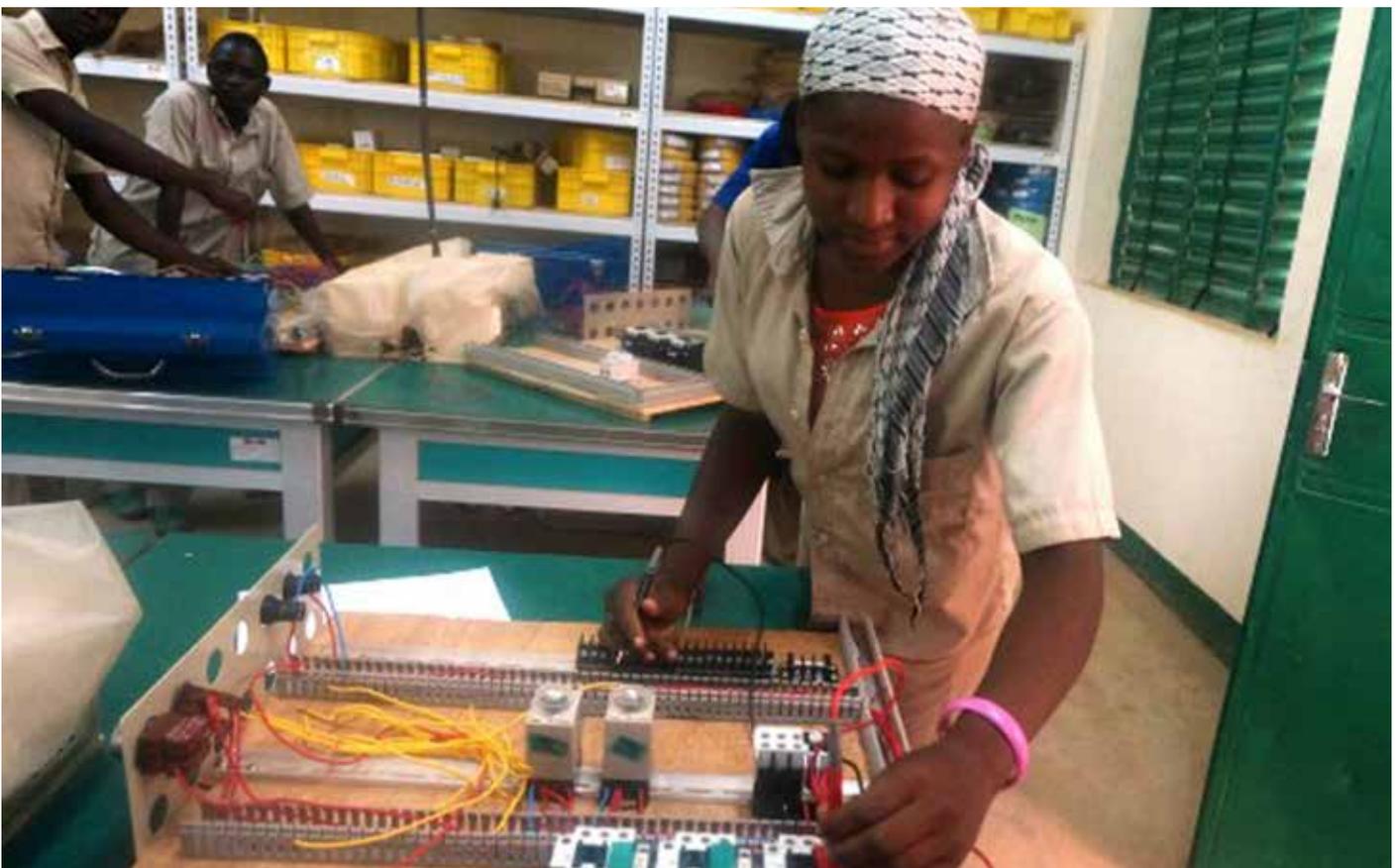
compris la profession de nutritionnistes afin de renforcer les compétences des professionnels en santé de l'espace CEDEAO. Cette initiative bénéficiera aux 16 pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, à la population toute entière de l'Afrique de l'Ouest, soit 300 million d'habitants de l'avis de

la représentante résidente de la BAD.

DCPM/MS

Zoom sur le lycée professionnel régional Nazi Boni de Dédougou : Konaté Emmanuel, élève en 1ère année BEP ambitionne de créer plus tard son entreprise

Région du Centre



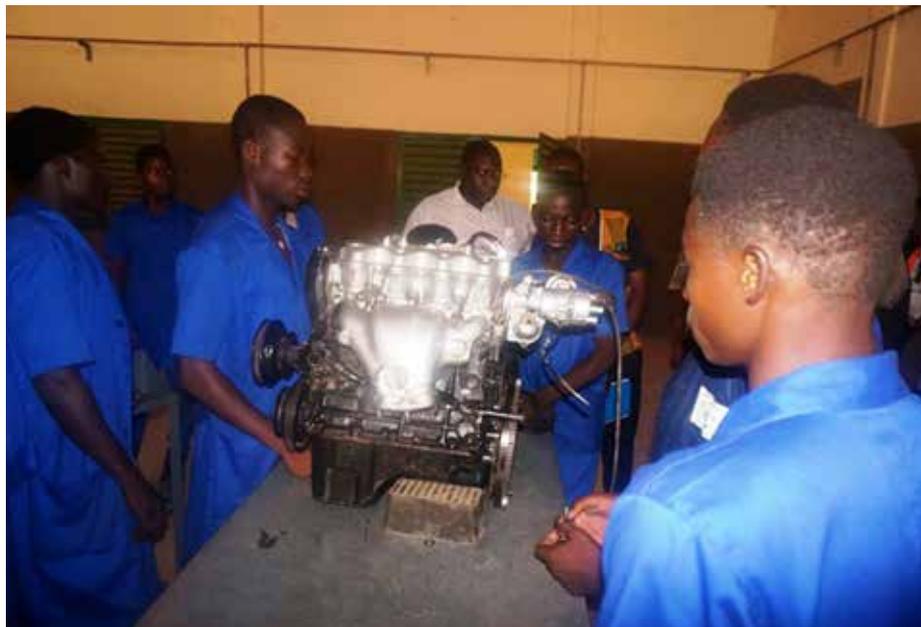
Le lycée professionnel régional Nazi Boni (LPRNB) de Dédougou a ouvert officiellement ses portes en octobre 2013.

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

Dans le cadre de la politique éducative du gouvernement, le ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation œuvre à la promotion de l'enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP). Cette vision traduit la volonté des autorités de donner une impulsion particulière au développement du capital humain. L'EFTP constitue pour les individus un moyen de lutter efficacement contre la pauvreté et représente un levier de renforcement de la compétitivité de notre économie.



Pour pallier ce manque de professeurs, le lycée fait appel à des vacataires.

Le lycée professionnel régional Nazi Boni (LPRNB) de Dédougou a ouvert officiellement ses portes en octobre 2013. A indiqué le proviseur monsieur Koanda Téné Pierre. On y enseigne la filière électrotechnique, la filière maintenance de véhicules automobiles (MVA) et la filière agroalimentaire. Ce sont ces trois filières qui sont présentement fonctionnelles dans ce lycée. Financé par la Chine Taïwan, le LPRNB a un effectif total de 183 élèves. Et le directeur de confier que ce faible effectif « est dû au fait que beaucoup d'admis officiels n'ont pas répondu présents à l'appel à cause des problèmes liés aux logements à Dédougou. A l'issue des examens de l'année passée, le lycée a reçu 111 admis officiels malheureusement à l'arrivée, il n'y eu que 41 qui ont répondu à l'appel. A cause du problème de logements à Dédougou, les parents d'élèves

ont préféré que leurs progénitures restent sur place dans les lycées départementaux ou provinciaux pour poursuivre les études. Sinon, nous allons être à plus de 200 cette année ». Le lycée rencontre quelques difficultés liées au manque d'enseignants surtout dans les matières générales (Maths, PC, EPS). Pour pallier ce manque de professeurs, le lycée fait appel à des vacataires. La Chine Taïwan accompagne également le lycée dans la maintenance des équipements et dans la formation continue des enseignants.

Pour le Directeur, « il y a des perspectives car des besoins sont exprimés dans le domaine du génie civile, en agronomie et le lycée compte ouvrir ces filières les années à venir ».

La perspective la plus imminente est l'ouverture du BAC

professionnel pour la rentrée 2017-2018. A-t-il conclu.

Zangré Pauline est en BEP2 au LPRNB, elle rêve de devenir grande électricienne « je fais l'électrotechnique parce que c'est un domaine qui m'a vraiment plus et je compte devenir grande électricienne pour l'installation des maisons ou le démarrage des moteurs ».

Quant à Konaté Emmanuel, élève en 1^{ère} année BEP mécanique automobile compte ouvrir plus tard son entreprise et embaucher des gens. A-t-il indiqué.

DCPM/MENA.

ANNONCE



Sous le patronage du Ministre du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



**EDITION 2017
THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
DE L'AGROALIMENTAIRE**

VENDRE **PRÉSENTER** **ACHETER**

INVESTIR **SE FORMER** **S'ÉQUIPER**

Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017

• Du 15 février
au 15 mars

• Du 15 Juillet au
au 15 août

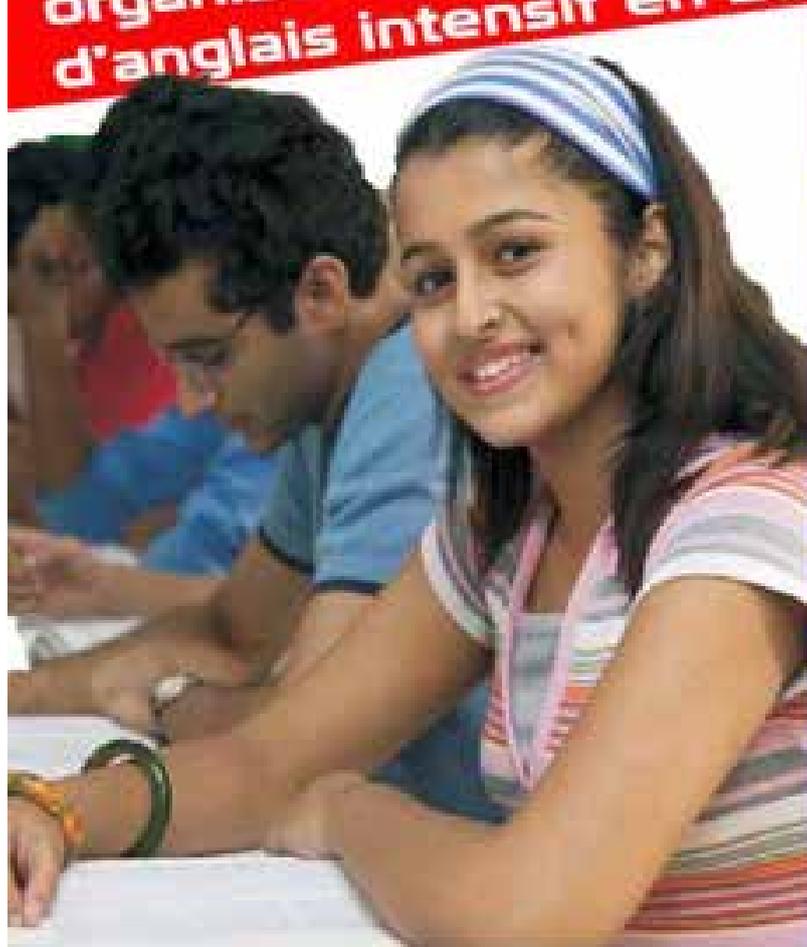
• Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

*Préparation aux :
TOEIC - TOEFL*

Nous vous offrons aussi la
possibilité d'apprendre
l'anglais en ligne et obtenir
une attestation avec ED -
ENGLISH DISCOVERIES qui
est une solution complète
d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h



INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
FCFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Responsable comptable

Description

Fondée en 1974, Enfants Sans Frontières agit en faveur de l'éducation des enfants défavorisés, dans une approche durable et globale, intégrant les conditions de vie et l'environnement de l'enfant.

Enfants Sans Frontière recrute son RESPONSABLE COMPTABLE

Objectif : Le responsable comptable a en charge la comptabilité de l'entité ; son siège ainsi que ses pays d'intervention.

Rattachement : Participation à l'arrêté des comptes
Déléguée générale

Missions : Appui à la gestion budgétaire

Comptabilité du siège

Appui à la direction pour l'établissement des budgets prévisionnels annuels.

Appui à la direction pour les suivis budgétaires mensuels et trimestriels

Appui à la responsable des programmes pour les suivis budgétaires des projets

Appui à la direction pour les suivis budgétaires mensuels et trimestriels

Appui à la responsable des programmes pour les suivis budgétaires des projets

Appui à la responsable des programmes pour les suivis budgétaires des projets

Appui à la responsable des programmes pour les suivis budgétaires des projets

Appui à la responsable des programmes pour les suivis budgétaires des projets

Appui à la responsable des programmes pour les suivis budgétaires des projets

Transferts vers les gestionnaires pays

Tenue de la comptabilité générale et analytique pays : vérification, traitement et rapprochements

Accompagnement des comptables pays

Clôture annuelle des comptes

Rapprochements bancaires et caisses pays

Suivi des immobilisations

Justification des comptes et tenue des écritures d'inventaire (PAR, PCA, CCA, ...)

Participation à l'arrêté des comptes

Appui à la gestion budgétaire

Appui à la direction pour l'établissement des budgets prévisionnels annuels.

Appui à la direction pour les suivis budgétaires mensuels et trimestriels

Appui à la responsable des programmes pour les suivis budgétaires des projets

Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

Formation : Bac+2 ou équivalent Exigé

Domaine : Comptabilité

Expérience professionnelle de 2 à 5 ans

Compétences :

· Capacité à travailler en équipe

· Connaissance et pratique

de la comptabilité analytique

· Connaissance de la gestion de projets institutionnels en ONG est un plus

· **Connaissance des logiciels APINEGOCE et SAGA est un plus**

Qualité du candidat

Qualités :

Rigueur et honnêteté

Organisation

Intérêt pour la solidarité internationale et la cause des enfants

Sens de la transmission – pour les interlocuteurs de nos pays d'intervention

Fonctions **A u t r e ,** Organisation, Administration

Activités Economie , Finance, Administration

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

C D I

Salaire / Indemnité

Selon expérience

Documents à envoyer

CV + LM

Nom de la personne contact

Joëlle SICAMOIS

Email de la personne contact j s i c a m o i s @ enfants-sans-frontieres.org

Date de fin de validité 15 / 05 / 2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Structure: Handicap International

Poste: Logisticien ouverture Kasai – RDC

Description

PRESENTATION DE L'ONG

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE DE LA MISSION

Handicap International (HI) intervient en RD Congo depuis 1995. La Direction du Développement est présente sur Kinshasa et au Kasai central, alors que la Direction Humanitaire est présente au Nord-Kivu et à Kisangani.

Le programme DAD, appuyé par la DAH, a mené une évaluation rapide des besoins dans le Kasai du 22 février au 2 mars. Cette évaluation, en cohérence avec celles menées par d'autres acteurs, identifie des besoins en AME/Abris, nutrition, santé, sécurité alimentaire, protection, et accès à l'eau. Des contacts ont été initiés avec des bailleurs potentiels (fonds humanitaire, ECHO, DFID, OFDA). Une CN a été déposée et nous devrions avoir un retour rapide sur la potentialité d'une réponse en urgence dans la zone.

JUSTIFICATION DU SUPPORT

Support aux équipes HI déjà présentes dans le pays pour renforcer une base existante à Kanaga et dimensionner une base à Tshikapa, en accord avec la réponse d'urgence et assurer le lancement des projets. Les équipes sur place (DAD et DAH) n'ont pas les effectifs nécessaires pour assurer un tel lancement sur une zone de cette ampleur, où l'accès est difficile.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Sous la responsabilité du Coordinateur Ouverture il/elle sera responsable, sur le territoire du Kasai, de :

- L'installation technique de la base avec le support de la coordination et de l'équipe déjà présente dans le pays/zone ;
- L'évaluation du contexte logistique (marchés, accès, infrastructure)
- De la planification, du suivi et de la coordination des activités logistiques liés aux travaux d'installation (achats, stockage, transport, parcs IT, Télécoms, véhicules...)
- Du recrutement et de la formation de l'équipe nationale nécessaire à la base ;
- Respect des procédures logistiques de la Fédération Handicap International/ Direction de l'Action Humanitaire, participation à la mise en place de procédures adaptées, reporting
- Mise en œuvre des moyens nécessaires au suivi et à l'application des règles de sécurité élaborées sur la zone

- Participation à l'élaboration et au lancement des projets (faisabilité, études de marché, plan d'approvisionnement, planification opérationnelle des mouvements, des distributions...).

RESULTATS ATTENDUS

- Les bases sont dimensionnées

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

et équipées afin de répondre aux besoins des projets d'urgence dans la zone

– Une équipe logistique est dimensionnée et constituée afin de répondre aux besoins exprimés

– Les procédures et outils essentiels sont déployés pour une stabilisation rapide de la gestion logistique

– L'information logistique est capitalisée et communiquée aux équipes terrain et siège

PROFIL RECHERCHE

Critères indispensables :

– Au minimum 2 années d'expérience en tant que logisticien base ;

– Expérience des missions d'urgence en ONG et des ouvertures indispensable (mission ou base)

– Expérience dans un contexte similaire

– Expérience en management d'équipe internationale et nationale ;

– Capacité à travailler sous

pression et dans un contexte d'insécurité permanent

– Capacité à fournir une grande charge de travail sous constante pression ;

Critères souhaitables :

– Diplôme en logistique ;

– Excellente réactivité et flexibilité en toutes circonstances ;

– Sens du relationnel, grande capacité de communication et de négociation.

– Rigueur dans l'application des procédures et niveau de contrôle poussé et constant

– Toute connaissance/compétence additionnelles dans les domaines liés à la logistique (informatique, électricité, mécanique, construction, télécommunication, sécurité...)

S A L A I R E

– Salaire à partir de 2 200 € (brut) selon expérience transposable

– Perdiem : 534 €(net)

– Indemnité « hardship » : à définir

– **Assurances: maladie, retraite, prévoyance, rapatriement**

– **Congés payés: 25 jours par an**

– **R&R : à définir**

– **Statut : poste ouvert au statut famille/couple sous conditions**

– **Logement : Pris en charge par HI; collectif**

Ville Kananga

Fonctions Autre

Activités Logistique, Autre, Mécanique

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Postuler en ligne https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2067&idpartenaire=130

Date de fin de validité 19/05/2017

ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Médiateurs Collecte MSF à RENNES du 06 Juin au 08 Juillet 2017

Accueil » Médiateurs Collecte MSF à RENNES du 06 Juin au 08 Juillet 2017

Description

Votre mission :

Dans le cadre d'une mission de plusieurs semaines, vous allez à la rencontre des passants dans la rue pour leur proposer d'agir aux côtés de Médecins Sans Frontières en devenant donateur régulier de l'association.

Au quotidien, vous représentez Médecins Sans Frontières auprès du grand public, dans le respect

de ses valeurs et de son image, et accompagnez les personnes intéressées par ses actions à s'investir davantage à ses côtés.

Votre action permet de garantir l'indépendance financière de l'association, et la pérennité de ses

missions.

Vous suivez une formation sur Médecins Sans Frontières et le métier de médiateur. Une équipe de l'association vous accompagne tout au long de votre mission.

A l'issue de celle-ci, vous pouvez continuer à travailler à nos côtés et évoluer progressivement vers un poste de coordinateur, ou être orienté vers un autre emploi au sein de l'association.

Ville R e n n e s

Qualité du candidat

Profil recherché :

De nature enthousiaste et dynamique, vous êtes sensible aux missions de Médecins Sans Frontières et vous souhaitez vous investir pleinement pour garantir l'indépendance de l'association.

Vous aimez particulièrement le contact humain et la vie en équipe, possédez une bonne élocution et une certaine aisance relationnelle.

Enfin, vous faites preuve d'une certaine patience, de persévérance et d'une bonne résistance physique.

Fonctions
Animation, Formation

Activités Santé, Social

Pays Europe, France

Contrat C D D

Salaire / Indemnité

Conditions de travail :

Mission de 5 semaines du

06 Juin au 08 Juillet 2017

Statut : Employé – CDD temps plein du mardi au samedi de 11h à 19h

Conditions salariales : 12,5 € / heure soit 1 905 € bruts mensuels sur 13 mois.

Titres restaurants d'une valeur faciale de 9,00€ (prise en charge à 60% par l'employeur).

Complémentaire santé prise en charge à 100% par Médecins Sans Frontières.

Date limite de dépôt de candidatures : 19 Mai 2017

Entretien à RENNES le 23 Mai 2017

Prise de poste : le 06 Juin 2017

Documents à envoyer

Envoyer CV + Lettre de motivation à alicetrolle@paris.msf.org

Nom de la personne contact

Alice Trollé

Postuler en ligne <http://www.msf.fr/recrutement/travailler-au-siege/mediateurs-collecte-msf-a-strasbourg-du-24-avril-au-26-mai-2017>

Date de fin de validité 20/05/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Structe: Institut Bioforce

Poste: Chargé(e) de gestion des formations
Métiers Professionnelles

Description

CONTEXTE DU POSTE

L'Institut Bioforce, l'école humanitaire de référence, recherche pour son siège de Vénissieux (69), son ou sa Chargé(e) de gestion des formations métiers professionnelles. Vous contribuez à la mise en œuvre opérationnelle des Formations Métiers Professionnelles et vous assurez le suivi des apprenants en Période d'Apprentissage en Situation Professionnelle. Points forts de ce poste ? De nombreux contacts humains, le tout dans un contexte international stimulant et porteur de valeurs.

Plus d'infos sur l'Institut Bioforce :
www.institutbioforce.fr

LES ACTIVITES DU POSTE

Au sein de l'équipe du département programme et sous la responsabilité du responsable département programme, vous aurez pour missions de :

Participer au suivi pédagogique des stagiaires des Formations Métiers Professionnelles (160 stagiaires par an) en Période de Formation (à Vénissieux)

Assurer un support administratif & logistique à l'équipe pédagogique des Formations Métiers Professionnelles pendant la

Période de Formation (environ 15 collaborateurs internes et 30 intervenants externes)

Assurer le suivi pédagogique des stagiaires des Formations Métiers Professionnelles en Période d'Apprentissage en Situation Professionnelle (environ 400 stagiaires, principalement à l'étranger)

Assurer un appui au secteur des Formations Métiers Professionnelles (organisation et compte rendus de réunions, participation à des stages d'immersion, des jurys de recrutement, différentes cérémonie de remises des diplômes ou forum avec des professionnels du secteur...).

Ville

Vénissieux 69

Expériences / Formation du candidat

CONNAISSANCES & EXPERIENCES

Expérience souhaitée de 1 an dans le secteur de la formation professionnelle

Expérience opérationnelle dans une ou plusieurs fonctions : gestion RH ou administrative.

Maîtrise de l'outil informatique : bureautique indispensable (Excel, Word, PPT) + Internet/Outlook.

FORMATION

BAC + 3 Assistant de gestion

Langues parlées

A n g l a i s

Qualité du candidat

Autonomie – Capacité d'initiative – Bonne capacité relationnelle – Capacité d'organisation et d'adaptation – Dynamisme – Polyvalence et flexibilité – Goût du travail en équipe – Bonne communication – Réactivité – Rigueur.

Fonctions

Animation, Formation, Organisation, Administration

Activités Formation,

Animation, Education

Pays

Europe, France

Contrat

C D I

Durée du contrat

CDI Temps plein

Salaire / Indemnité

Salaire et selon profil et expérience

Documents à envoyer

Merci de transmettre votre CV et votre lettre de motivation par mail, en indiquant en objet la référence et l'intitulé de l'offre, à Noémie Roussel, chargée de gestion ressources humaines à l'adresse rh@institutbioforce.fr

Nom de la personne contact

Noémie ROUSSEL

Chargée des ressources humaines

Email de la personne contact rh@institutbioforce.fr

Date de fin de validité 17/05/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Chef des finances (m / f) - Bujumbura, Burundi

La description

Welthungerhilfe (www.welthungerhilfe.de) est l'une des organisations privées importantes et respectées dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire en Allemagne. Il réalise des projets dans 39 pays et des campagnes pour une coopération plus équitable avec les pays en développement. Si vous êtes prêt à vous consacrer à la réalisation de projets dans des conditions parfois difficiles et que vous respectez les exigences énoncées ci-dessous, nous sommes impatients de recevoir votre candidature pour le poste de

Chef des finances (m / f) à Bujumbura, Burundi

Le poste doit être comblé le plus tôt possible, avec une durée initiale du contrat jusqu'au 31 mai 2018. Il existe de bonnes perspectives d'extension. Le lieu de travail sera Bujumbura, Burundi (BI).

En tant que responsable des finances, vous êtes responsable de tous les processus financiers et administratifs du programme de pays du Burundi. L'objectif du poste est de s'assurer que le programme de pays du Burundi, y compris les différents projets, soit géré financièrement conformément aux règles et règlements internes appropriés des donateurs et

Welthungerhilfe. En outre, vous fournirez un soutien à l'administration spécifique du projet par une formation sur place et un appui technique.

vos responsabilités

- Établissement et maintien d'un système de gestion financière complet du programme

- Assurer une planification budgétaire saine lors de la rédaction de projets

- Suivre et assurer une bonne planification des ressources financières et autres

- Recrutement et gestion des ressources humaines

- Fournir des conseils et une formation pour les finances locales et internationales Les experts et

les partenaires du projet conformément à la politique de Welthungerhilfe pour

renforcer la capacité du personnel national • Suivre et assurer l'établissement précis et rapide des rapports financiers internes et externes conformément aux directives appropriées • Aider le

Directeur du pays dans les affaires juridiques ainsi que dans le cas correspondant Avec des institutions gouvernementales, non gouvernementales et privées

Votre profil

- Un diplôme universitaire ou polytechnique ou une formation

commerciale complétée, ainsi que des connaissances spécialisées supplémentaires, par exemple dans les domaines de la comptabilité et du contrôle

- Plusieurs années d'expérience professionnelle liées au projet dans l'administration de projets cofinancés pour des organisations internationales (d'aide) De préférence dans la région

- **Excellentes compétences en communication et interculturelles**

- **Compétences en matière de coordination et d'organisation, même en cas de charge de travail élevée**

- **Un haut niveau de résilience mentale et physique**

- **Une excellente connaissance du français et de l'anglais (parlé et écrit)**

Notre offre

Nous vous offrons une coopération dans une équipe hautement dévouée et une tâche responsable. En outre, nous facilitons une organisation souple du temps de travail ainsi qu'un équilibre travail-vie sain. La rémunération axée sur le rendement repose sur un plan de salaire interne. Bien sûr, une formation complète fait également partie de notre offre. Les personnes handicapées seront considérées comme préférentiellement en cas de qualification égale.

Veillez envoyer votre

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

demande via notre système de recrutement en ligne avant le 12 mai 2017. En cas de questions concernant votre demande, veuillez contacter Ina Stepka (ina.stepka@welthungerhilfe.de).

Ville / Ville **Bujumbura**

Positions **Ressources**
humaines, **Organisation,**
Administration, **Autre**

Domaines d'activité

Economie, **finance,**
a d m i n i s t r a t i o n ,
ressources **humaines**

Pays

Afrique, **Burundi**

Contrats **P o s t e**
à durée **déterminée**

Lien de l'application en ligne

H t t p s : / / c a r e e r 0 1 2 .

successfactors.eu/sfcareer/
y=WelthungerP&username=

Date d'expiration de
l'annonce **14/05/2017**



Avis de recrutement

Poste: **Paraguay** -
Coordinateur **du** **pays**

Description

f o n d

COOPI est une organisation non gouvernementale, laïque, apolitique, qui travaille au niveau international à travers des projets de développement et les interventions humanitaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et au Moyen-Orient. Depuis sa fondation en Italie en 1965, a été engagé à combattre l'injustice et les causes qui provoquent la pauvreté, pour aider à construire un avenir dans lequel sont garantis tous, des conditions de vie adéquates, les droits fondamentaux et l'égalité des chances.

COOPI a commencé à développer ses actions au Paraguay, dans les départements de Concepción, San Pedro, Caaguazú, Boqueron et Presidente Hayes, à partir depuis 2001 et continue depuis 2005, à travers: des projets de développement destinés aux familles rurales; soutien de la réponse d'urgence local; la promotion et la mise en œuvre des projets de préparation aux catastrophes et les programmes de protection de l'environnement visant à améliorer l'accès à l'eau et la récupération des moyens de subsistance des communautés les plus menacées par les inondations et la sécheresse; en plus de prendre des mesures pour promouvoir la médecine interculturelle et la défense des droits des peuples autochtones dans le Chaco.

Depuis 2008, COOPI a coordonné avec les autorités locales et d'autres acteurs humanitaires présents dans le pays, d'intervention d'urgence et les interventions de préparation à la sécheresse et les inondations, principalement dans le Chaco (Pdte. Hayes, Boqueron et Alto Paraguay) et Asuncion, plus mener en permanence des activités de suivi pour évaluer la situation humanitaire et les capacités d'intervention locales pour faire face aux crises cycliques.

Les principaux bailleurs de fonds des actions du pays ont été et sont ECHO, la délégation de l'Union européenne et d'autres fonds transitant par les organismes des Nations Unies (en particulier le PNUD, la FAO et l'OPS / OMS).

Actuellement COOPI mène

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

des interventions en cas de catastrophe de réduction des risques (principalement financé par ECHO) dans le département de Concepción (en partenariat avec le PNUD, le PAM et ADRA) et le Département central (en partenariat avec Plan International), en collaboration à besoins éducatifs particuliers et les communautés et les autorités locales.

Base de : Asunción (capital)

Donateur: Diferentes (ECHO, UE, UNDP)

Durée du contrat: 12 mois avec possibilité de renouvellement

Expérience: 5 ans minimum

Date de début: 1 Juin, 2017

Rémunération: selon le profil du candidat

Coordonner / superviser la mise en œuvre des programmes et projets, la coordination avec les acteurs de la coopération, les institutions et les co-parties locales.

Responsabilités et activités principales

La coordination, la supervision et le suivi des activités dans les programmes en cours:

Suivi du projet: « Renforcement des capacités institutionnelles et la préparation des communautés et de la coordination pour l'intégration au Paraguay Réduction des risques de

catastrophe », financé par ECHO et tenu à en partenariat avec Concepción PNUD (partenaire principal), le PAM et ADRA;

Gestión y monitoreo del proyecto JASAKO'I: « Promouvoir la résilience en intensifiant la réduction des risques de catastrophe, les bonnes pratiques et de savoir-faire sur la protection, l'éducation, les moyens de subsistance protection et la surveillance des risques au Paraguay » financé par ECHO y Llevado a cabo en el Departamento Central en Consorcio con plan international (socio Líder);

Représenter l'organisation dans le pays, maintenir et développer des relations normales et la coordination avec les co-acteurs locaux et partenaires programmatiques et institutionnels;

Identifier et développer de nouvelles propositions de projets et interventions à développer dans le pays;

Actualización periodica de: pays règlement,

Plan de sécurité outils de programmation stratégiques annuels,

Plan d'exploitation.

La sélection, la supervision et le contrôle des fonctions et des activités du personnel expatrié et le personnel de cas adaptées au contexte local opérant dans les différents programmes;

Le cas échéant, sur la formation professionnelle du personnel opérant dans le pays; Rédaction des documents relatifs à la mise en œuvre des programmes / projets:

exploitation prévoit des journaux et des ajouts et des modifications,

rapports intermédiaires et finaux en collaboration avec les coordinateurs du projet, le personnel administratif et les dirigeants du siège (AC / Milan),

Les demandes de tout changement soient approuvés et les donateurs,

Production et diffusion de documents d'information,

Responsabilités et fonctions administratives:

En coordination avec les coordonnateurs des projets et des outils d'administration générale de compiler les prévisions de dépenses indiquées et l'identification des besoins financiers (en espèces) pour la mise en œuvre rapide des programmes dans le pays,

Supervision des tâches administratives et logistiques dans la capitale, selon les procédures internes de l'organisation et les bailleurs de fonds,

documents techniques et financiers moniteur de dossier relatif à la mise en œuvre des interventions.

Effectuez ces tâches

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

responsabilités inhérentes telles qu'elles sont demandées par le gestionnaire et définies d'un commun accord, selon le contexte et l'intervention des besoins.

Profil recherché exigences

études professionnelles et / ou une expérience démontrée dans la coopération internationale, l'aide humanitaire, la gestion des terres, sciences de l'environnement, sciences sociales / politique et / ou connexes.

Expérience de travail avec les organisations de coopération et / ou l'aide humanitaire.

expériences antérieures avec les procédures de gestion des fonds et DEVCO ECHO (UE).

Capacités de coordination inter-institutionnelle et interinstitutions (diplomatie).

L'intérêt, la disponibilité et

l'expérience de travail dans un environnement multiculturel.

La flexibilité, l'adaptabilité et la volonté de voyager fréquemment dans les zones du projet.

Capacité à travailler de façon autonome (organisation, planification du travail, le développement analytique).

Respect Vision et Mission COOPI.

La motivation, l'honnêteté, l'attitude pro-active et décisive, le bon sens, la discrétion.

Attitude et esprit d'équipe (communication et coordination).

Capacité des processus et systématisation préparation des documents et des rapports.

castillan et anglais est essentiel.

Outils de gestion (système d'exploitation Microsoft Windows) et bureautique (Microsoft Office: Word, Excel, PowerPoint, Outlook).

Disponibilité immédiate.

exigences souhaitable

Expérience professionnelle et la connaissance des procédures internes COOPI.

La connaissance du contexte physique de l'environnement et socio-anthropologique de la zone d'intervention.

De bonnes capacités d'interagir avec les autorités locales et d'autres parties prenantes dans les programmes.

permis de conduire du véhicule.

Ville Asuncion

Fonctions
Coordination, Gestion de projet

Activités Autre

Pays
Amérique latine, Paraguay

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/country-coordinator-2/>



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/05/2017 AU 08/05/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethani	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	2 5 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO